

Résistons !

L'importance des élections départementales 2015 n'est plus à démontrer dans le climat politique que nous subissons.

Alors que les socialistes au pouvoir sont divisés et discrédités, qu'ils n'appliquent même pas leur programme, pourtant minimal, nous voyons le risque réel de la montée du Front national et/ou le retour aux « affaires » de l'UMP pointer le nez.

Il est impératif de faire entendre la seule voix réellement de gauche. Le Front de gauche soutient les populations durement éprouvées par cette politique ultralibérale qui leur est imposée.

Et nous ne sommes pas sortis de l'auberge si la loi Macron finit par passer en force.

Le Front de gauche s'oppose à la fois à la politique d'austérité menée par le gouvernement et à l'offensive de la droite et de l'extrême droite. Et le nouveau découpage des cantons n'est pas fait pour nous rassurer car c'est un des éléments de la réforme territoriale au même titre que la fusion des régions, la métropolisation... cela n'aura pour effet que de concentrer le pouvoir, d'éloigner les citoyens de leurs élus, la mise

en cause des services publics pour préparer leur externalisation et le transfert de tout ce qui est rentable au privé.

Et qu'on ne nous raconte pas qu'ainsi on va combattre le chômage !

Il faut ouvrir une autre voie, créer une alternative au capitalisme. Le Front de gauche veut être un outil au service de cet objectif.

Notre avenir n'est donc pas dans l'abstention mais, au contraire, dans la mobilisation, dans le rassemblement de celles et ceux qui s'opposent à la politique libérale actuelle, qui ne font plus la différence entre les choix du PS et les bilans et projets de l'UMP.

Nous devons rassembler au delà du seul Front de gauche qui n'a pas pour vocation de n'être qu'un outil électoral. C'est la base du rassemblement unitaire des organisations, des citoyens et citoyennes, comme ont pu nous le montrer récemment les Grecs de Syriza et bientôt les Espagnols de Podemos... puis les Portugais...

Aujourd'hui, les départements, avec 72 milliards d'euros de dépenses annuelles, gèrent toutes les politiques sociales, l'éducation (collèges)... **Ces élections sont le moyen d'exprimer votre attachement à notre système social solidaire.**

Nous en avons assez de voir l'eau, l'air, les sols, les routes, notre patrimoine commun transformés en marchandises, abandonnés au privé.

Nous avons décidé de créer une dynamique autour d'un projet résolu ancré à gauche, écologiste et citoyen... au service de **l'Humain d'abord**. Souhaitons que ces élections rassemblent celles et ceux qui ne se résignent pas.

N° 2
Mars 2015



Association Loi 1901
(enregistrée le 24-01-2014)

Siège social :
9, rue Turenne
33185 Le Haillan.

Ouverte à tous les citoyens ainsi qu'aux adhérents des sections politiques haillanaises associées.

Courriel :
amisfdg@free.fr

Sections politiques haillanaises adhérentes :
Parti de Gauche (PG)
Bernard Sarlandie
24, rue des Bosquets de Venteille
Courriel :
bernard.sarlandie@gmail.com
0 683 294 013

Ensemble ! (E!)
Philippe Rouzé
31, rue du Hapchot
33185 Le Haillan
Courriel :
letrublion33@orange.fr
Site (saisir directement)
letrublion.fr

Parti communiste français (PCF)
Jean-Claude CONTE
1 bis rue Ste-Christine
JCCONTE33@orange.fr
06 72 93 08 83

IMPRIMERIE
LAPLANTE
MERIGNAC
Ne pas jeter
sur la voie publique



Mutualisation...

Déclaration des élus du Front de gauche au Conseil municipal

■ La mutualisation dans un certain nombre de domaines peut être source d'économie et d'efficacité, nous pouvons en convenir, mais la mutualisation telle qu'elle s'engage est source de lendemains difficiles pour les citoyens, pour les agents et pour nous élus de proximité.

En effet, cette métropolisation est inscrite dans un schéma de réduction drastique de la dépense publique qui se traduit immédiatement par un recul sans précédent des dotations de l'État.

D'entrée de jeux cette mutualisation métropolitaine ne semble être guidée que par l'unique volonté de réaliser des économies afin de compenser les millions d'argent public qui sont distribués injuste-

ment aux spéculateurs financiers, sans aucune contrepartie en terme de nouvelle création d'emplois, et sans en mesurer véritablement les effets sur nos administrés.

Nous ne pensons pas que les haillanais souhaitent que les services auxquels ils aspirent soient éloignés du pouvoir municipal. Ce que veulent nos concitoyens c'est savoir à qui s'adresser pour davantage de réactivité, plus d'attention à leurs problèmes quotidiens. Ils attendent surtout de leurs élus un peu plus de proximité et d'écoute.

Cette nécessaire exigence a permis la création des comités de réflexion et d'initiative. Ainsi au plus près de nos concitoyens dans la cadre de véritables concertations nous pouvons évaluer, planifier, prioriser en fonction des coûts d'investissement. En effet les élus locaux sont les plus capables pour

évaluer non seulement les besoins globaux, mais aussi la situation du foncier local, la composition des familles et leur niveau social, le degré de vétusté du parc de logement et l'application des règles d'urbanisme face à des promoteurs de plus en plus exigeants.

La baisse des dotations de l'État et les transferts de compétences aux métropoles et autres collectivités auront un double effet sur les budgets : amputer nos capacités d'autofinancement de nos investissements et répondre aux besoins, augmenter les impôts locaux des communes comme de la métropole.

Réduire les services utiles et nécessaires qui sont le résultat de solidarités entre tous les citoyens amènera à faire payer ces services par uniquement les utilisateurs ce qui aggravera les inégalités, toutes les inégalités dans notre pays.

Les communes paieront au prix fort les services mutualisés sans connaître l'évolution des prix, ni celle de la qualité des services. Elles perdront en même temps des effectifs qui nous permettent aujourd'hui une meilleure réactivité dans de nombreux domaines parce que justement nos équipes sont polyvalentes et attachées à leur territoire local.

Ainsi nous ne saurions faire l'impasse dans le cadre de cette mutualisation sans évoquer le devenir professionnel du personnel communal. Même si les changements ne concernent qu'une partie des agents, nous devons rester vigilants et répondre à leurs inquiétudes et à leur légitime attente d'informations.

Nous voterons contre ce schéma de mutualisation qui selon notre vision est très éloigné de l'intérêt des citoyens, de leurs besoins et de l'élémentaire débat démocratique absent de la métropolisation.

Olivier Salles

Un cran de plus...

■ Dans le cadre du plan « d'économies » mis en œuvre par le gouvernement pour réduire les dépenses publiques, les collectivités territoriales et singulièrement les départements sont mis à rude épreuve.

Ainsi, après avoir gelé à partir de 2010/2011 le montant de ses concours financiers aux collectivités locales, l'État a décidé aujourd'hui de les diminuer : de

2014 à 2017, ce sont 28 milliards d'euros qui ne seront plus versés aux communes, départements et régions. Ces mesures austéritaires auront notamment pour effet de réduire de 30 % les investissements publics avec toutes les conséquences que l'on imagine sur l'emploi et l'économie locale. Cela se traduira également par une diminution des services publics locaux, une augmentation de leurs tarifs ainsi que par une diminution des aides accordées aux associations.



«Créer des emplois», comme ils disent...

■ Le tram arrive désormais au Haillan, c'est super et j'ai voulu tester le parc-relais de la station « Le Haillan-Rostand ».

Pour 4,5 euros je peux garer ma voiture et disposer d'un billet aller-retour pour moi et toutes les personnes m'accompagnant. Petit problème, les emplois de surveillant et de caissier du parc sont absents. Je dois utiliser la machine située sur le quai, quand elle fonctionne et accepte les pièces de monnaie que j'ai prévu d'amener. Pire, le titre de transport est désormais collectif, c'est-à-dire que si je veux aller rendre visite à un ami à l'hôpital Pellegrin pendant que ma femme se rendra au centre commercial de Mériadeck et ma fille au cinéma Utopia, c'est mission impossible. Nous devons rester groupés au risque d'être en infraction alors qu'on a payé notre billet...

Je crois que TBC, le délégataire de service pour les transports en commun, va être de plus en plus rentable.



Pour l'anecdote, j'ai découvert également une lacune question fléchage routier vers le parc-relais. Si on souhaite rallier ce dernier par le centre bourg via les rues Jean-Jaurès et de la Morandière, aucun panneau « tram » pour l'instant avant l'ultime rond-point menant à l'austère « Algeco » signalant l'entrée du parking.

Autre restriction, j'apprends par « Sud-Ouest » que le circuit des déchets verts sera suspendu durant les mois de février et mars. Ceci, bien sûr, pour des raisons d'économies et on nous dirige vers les

déchetteries de la Cub (pardon, de la Métropole) à condition, toutefois, de disposer d'un véhicule adapté.

Hollande n'est pas prêt de gagner la bataille de l'emploi avec de tel-

les pratiques qu'il a lui-même initiées alors que, pendant ce temps-là, son camarade Macron tente de généraliser le travail du dimanche.

Jean-Louis Danflous

Torquemada pas mort

■ Rappelons, pour ceux qui l'auraient oublié, qu'il était le grand organisateur de l'Inquisition. C'est-à-dire que, déjà à l'époque, il y avait une censure sur les idées. Si vous émettiez, non pas des doutes sur l'existence de Dieu, mais seulement sur la façon dont se pratiquait la religion catholique, vous étiez bon pour le bûcher.

Après le sanglant massacre de toute une génération de journalistes dont le talent s'exerçait en toute liberté, on peut se demander où est le progrès dans notre France des Lumières et des Droits de l'Homme.

Mais il y avait des prémices : une condamnation pour blasphème en Alsace (région non laïque), des chauffeurs de taxi refusant de prendre en charge Charb à cause de ses dessins, des manifestations catholiques pour tenter d'interdire spectacles ou expositions, des kiosquiers refusant de vendre « Charlie-hebdo », des militants donnés en pâture pour avoir voulu

faire appliquer la loi dans notre république laïque...

Alors, n'est-il pas temps de faire bloc autour de nos valeurs républicaines ? N'est-il pas temps de réaffirmer la séparation des églises et de l'État ? N'est-il pas temps de réaffirmer avec force la liberté d'expression ? N'est-il pas

temps de prolonger au-delà des établissements scolaires la réflexion sur la laïcité et l'espace de liberté qu'elle permet ?

Et surtout, inspirons-nous de cette phrase de Beaumarchais que nous faisons nôtre, même si elle orne la une du « Figaro » : « Sans la liberté de blâmer, il n'est pas d'éloge flatteur ».

Bernard Sarlandie



■ Le 22 et le 29 mars, j'irai voter

car ne pas y aller fait le jeu de l'extrême droite. S'ils venaient au pouvoir dans les départements ils supprimeraient de nombreuses aides pour celles et ceux qui sont le plus touchés par les politiques ultralibérales de la droite comme du PS sous le gouvernement de Hollande. J'irai voter Front de Gauche pour la première fois parce qu'avec eux, avec tous ces militants qui luttent il nous faut créer les conditions d'un réel changement en prenant l'argent là où il sert à enrichir les milliardaires et les banques.

En taxant le capital de 0,5 % cela représenterait 400 euros par habitant. Pour le haillan avec ses 10 000 habitants au moins quatre millions d'euros pour le budget du département et de la commune.

N. G.

Manque-t-il vraiment 800 000 logements ?

■ La fondation Abbé Pierre ne constate pas un manque de 800 000 logements mais simplement qu'il y a en France 800 000 personnes en manque de logement. Et cela fait toute la différence, car ce n'est pas en construisant à tour de bras, en subventionnant la construction défiscalisée que ces personnes vont trouver un logement.



La difficulté pointée du doigt par la fondation Abbé Pierre n'est pas qu'il faut construire plus de logement mais qu'il faut donner les moyens à ces personnes en difficulté de se loger ...

Bien évidemment, aujourd'hui, tous ceux qui ont un intérêt financier dans la construction de logements détournent cette caution morale au service de leurs affaires... Mais il semble bien qu'il s'agisse d'une légende urbaine habilement construite par le service marketing de certains promoteurs...

Car les chiffres sont bien différents :

– **En moyenne 7 % des logements en France, sont des logements vacants, soit plus de deux millions.**

– Le taux de vacance locative dans les logements en France n'a jamais été aussi fort qu'en 2010 avec 63 000 logements vides depuis plus de trois mois.

– **Il ne manque pas 800 000 logements en France mais**

800 000 personnes sont en manque de logement.

– Par contre, la pression est plus forte dans certaines régions. Régions dans lesquelles le taux de logement vacants est le plus fort.

Ce taux de logements vacants est quasi identique depuis 2000 : la hausse des prix ne peut pas s'expliquer par une pression sur le nombre de logements disponibles car il est stable malgré une hausse considérable des prix.

Au contraire le nombre de logements vacants a augmenté de 400 000 entre 2000 et 2011 : constat étonnant dans le contexte d'un marché de l'immobilier guidé par la pénurie de logement.

Ce n'est qu'un aspect du problème, certes mais qui interpelle. Le débat est ouvert...

Aménagement communal

Aménagement de la commune et infrastructures en matière de circulation

■ La ville du Haillan a une démographie galopante, bientôt 10 000 habitants. Peut-on affirmer que les infrastructures de circulation routière ont suivi la même expansion ? Sans hésiter je réponds non. En dehors des rues desservant les lotissements ou entrepôts aucun nouvel axe principal n'a été créé. Certaines voies ont été aménagées, parfois de manière efficace quant au partage de la rue entre piétons, vélos, automobiles. D'autres rues ont

été complètement délaissées. Peut-on savoir sur quels critères ont été effectués ces choix ?

La métropolisation promet une aggravation des services publics de transport. La taille gigan-

tesque de cette nouvelle entité va diluer un peu plus les prises de décisions et leurs applications. La technocratisation rampante, et ce au détriment des élus, va aggraver la situation. Souhaitons donc que des critères objectifs soient dégagés : lutte contre les nuisances ? Réel partage de la rue ? Schéma défini et imposé pour la circulation des poids lourds ? arrêt des ouvertures de circulation de lotissement sur des voies déjà hyper saturées, création de nouveaux axes. Le meilleur exemple, que je connais est la rue Sainte-Christine. Faute d'un schéma rationnel, cette voie est devenue dangereuse et saturée notamment près des centres commerciaux à la périphérie de notre ville. Cette rue est, après l'avenue Pasteur, la plus fréquentée et paradoxalement la plus délaissée en matière d'aménagement malgré tant de propositions et d'implication citoyenne de ses habitants depuis 15 ans...

D. Dominguez-Jordan

Un texte de Jacques Brel de 1968 que j'aimerais partager avec les Haillanais (C. Bouffiès)

■ *Je vous souhaite des rêves à n'en plus finir et l'envie furieuse d'en réaliser quelques-uns. Je vous souhaite d'aimer ce qu'il faut aimer et d'oublier ce qu'il faut oublier.*

Je vous souhaite des passions, je vous souhaite des silences. Je vous souhaite des chants d'oiseau au réveil et des rires d'enfants. Je vous souhaite de respecter les différences des autres, parce que le mérite et la valeur des autres sont souvent à découvrir. Je vous souhaite de résister à l'enlisement, à l'indifférence, et aux vertus de notre époque. Je vous souhaite enfin de ne jamais renoncer à la recherche, à l'aventure, à la vie, à l'amour car la vie est une magnifique aventure et nul de raisonnable ne doit y renoncer sans livrer une rude bataille. Je vous souhaite surtout d'être vous, fier de l'être et heureux, car le bonheur est notre destin véritable.

